## Interview de Jean-Claude Juncker (Luxembourg, 27 janvier 2011) – Extrait: son regard sur les États réticents à faire partie de la zone euro

**Source:** Interview de Jean-Claude Juncker / JEAN-CLAUDE JUNCKER, Elena Danescu, prise de vue : Alexandre Germain.- Luxembourg: CVCE [Prod.], 27.01.2011. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:02:16, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays. Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

## **URL:**

http://www.cvce.eu/obj/interview\_de\_jean\_claude\_juncker\_luxembourg\_27\_janvier \_2011\_extrait\_son\_regard\_sur\_les\_etats\_reticents\_a\_faire\_partie\_de\_la\_zone\_euro -fr-f93b38e7-6c2a-4603-8b38-89b066acdf44.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016



## Interview de Jean-Claude Juncker (Luxembourg, 27 janvier 2011) – Extrait: son regard sur les États réticents à faire partie de la zone euro

**[Elena Danescu]** Dans le contexte de ce concept opting out, qu'est-ce que vous pensez aujourd'hui à propos des États comme le Royaume-Uni mais aussi la Suède qui sont plus réticents à faire partie de la zone euro?

[Jean-Claude Juncker] Oui, enfin, le Royaume-Uni et le Danemark ont une dérogation par rapport au traité, la Suède n'en a pas. Le traité dit que les États membres qui remplissent les critères d'adhésion de la zone monétaire doivent le faire. La Suède se prend quelques libertés par rapport à cette disposition claire, limpide du traité. Mais nos amis britanniques et danois ont fait le choix dès le début d'exiger, suite à cette idée de l'opting out, une dérogation voulant dire qu'ils ne seraient pas obligés, ces deux pays-là, à adhérer à la zone monétaire s'ils remplissaient les critères. Je crois que fondamentalement ces deux pays ont tort. Je suis convaincu que le Danemark d'abord, et le Royaume-Uni plus tard, feront partie de la zone monétaire européenne. Je crois d'ailleurs que les deux, et ils l'avouent en petit comité, sont largement appuyés dans l'orientation de leur politique économique par la stabilité monétaire qui les entoure. Si nous étions toujours dans la logique du système monétaire européen avec des réévaluations, des dévaluations compétitives nombreuses, parce qu'elles furent nombreuses depuis la mise en place du système monétaire européen, la stabilité monétaire ne serait pas de ce continent. Et donc, les économies britannique et danoise souffriraient beaucoup, tout comme celle qui est suédoise, de l'instabilité monétaire qui caractériserait, si l'euro n'existait pas, la situation monétaire en Europe. Nous serions au plus profond de tous les chaos monétaires imaginables, si nous n'avions pas l'euro. Et le Royaume-Uni, le Danemark et la Suède profitent, et largement, de la stabilité monétaire que l'euro a su donner à l'Europe.

